

## [Texte]

nity facilities necessary to support community socio-economic development—including roads, physical plants, energy facilities, industrial buildings and poor management skills.

Because of high unemployment and the policies of Indian affairs and the federal government, many of the Indian people of Nova Scotia are on social assistance. The bands of Nova Scotia are administrators of Indian affairs welfare programs with no discretionary power to go beyond the guidelines. It would appear that Indian bands and communities are captives of guidelines that are made external to the Indian community. Any new initiatives such as economic development must allow the bands some latitude to allow innovative programming. The extra latitude in program criteria will allow the funds to fit local and regional needs in a national program.

Because of the scope of Indian underdevelopment, it will be necessary to fund two levels of Indian government—the band councils and provincial or territorial organizations.

The band councils would handle local problems such as housing, water and sewer, roads, industrial buildings, etc. The provincial or territorial organization would deal with issues such as regional or provincial financial institutions, skills training, etc.

It is important to fund the two levels of government so that we could stop duplication of programs and services. It would not make sense to create 12 separate financial institutions or 12 training schools or policies, as it makes no sense to have an organization or government department go to a band and tell them what they must do.

Short-term funds from existing programs such as DREE, IEDF, CEIC, LEAP, CMITP, CCDP, LEDA: Those initiatives that are immediate—for example, community development corporations, multipurpose industrial buildings, and local governments—could be funded through the above mentioned. Also, these funds could be used to develop the foundation of local Indian self-government.

In the long term, arrangements should be made with the Government of Canada for a funding formula similar to what the provinces have with the federal government to fund Indian government.

In the next chapter, Mr. Chairman, we have health.

The emphasis of the federal government is for native people to gain control over their own affairs and self-determination. The multifaceted approach adopted by the Department of

## [Traduction]

humaines, des structures politiques mal adaptées, l'insuffisance de l'infrastructure dans les réserves ainsi que des installations communautaires permettant de favoriser le développement socio-économique de la collectivité, y compris la voirie, les entreprises, les installations énergétiques, les bâtiments industriels, ainsi que l'absence de compétences gestionnelles.

En raison de l'importance du chômage et des politiques mises en place par le ministère des Affaires indiennes et le gouvernement fédéral, de nombreux Indiens de Nouvelle-Écosse doivent se rabattre sur l'aide sociale. Les bandes de Nouvelle-Écosse administrent les programmes d'aide sociale du ministère des Affaires indiennes sans toutefois avoir la possibilité d'élargir la portée de certaines directives. Il semble que les bandes et les collectivités indiennes soient prisonnières de directives établies par des étrangers. Toute nouvelle initiative comme le développement économique devrait accorder aux bandes une certaine marge de manoeuvre leur permettant de faire preuve d'imagination dans l'établissement des programmes. Cette marge de manoeuvre permettrait aux crédits d'intégrer les besoins locaux et régionaux à un programme national.

En raison de l'importance du sous-développement indien, deux paliers administratifs indiens devront être financés, à savoir les conseils de bandes et les organisations provinciales ou territoriales.

Les conseils de bandes s'occuperaient de problèmes locaux tels que les problèmes de logement, d'eau et d'égout, de voirie, de bâtiments industriels et ainsi de suite. Les organisations provinciales ou territoriales s'occuperaient de problèmes plus vastes tels que les institutions financières régionales ou provinciales, la formation professionnelle, etc.

Il est important de financer ces deux paliers administratifs pour mettre un terme au chevauchement des programmes et services. Il serait idiot de créer 12 institutions financières distinctes ou 12 centres de formation ou 12 politiques différentes, tout comme il est insensé qu'une organisation ou qu'un ministère dicte à une bande ce qu'elle doit faire.

Venons-en maintenant aux crédits à court terme octroyés par des programmes existants tels que le MEER, le FDEI, le CEIC, le PACLE, le PFIMC, le PDCC et le ADEL. Les projets immédiats comme les sociétés de développement communautaire, les bâtiments industriels polyvalents et les administrations locales pourraient être financés par les programmes susmentionnés. Ces fonds pourraient également être utilisés pour élargir la base de l'autonomie politique locale des Indiens.

A long terme, des accords pourraient être conclus avec le gouvernement du Canada, accords qui prévoiraient une formule de financement semblable à celle que les provinces ont contractée avec le gouvernement fédéral en vue de financer le gouvernement indien.

Parlons maintenant, monsieur le président, des problèmes de santé.

Le gouvernement fédéral veut que les autochtones gèrent leurs propres affaires et soient autonomes. La démarche diversifiée adoptée par le ministère de la Santé nationale et du